

« Bourse au BAFA »

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION.....

Entre

La ville de Montélimar, représentée par son Maire, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal du 08 décembre 2020.

Ci-après dénommée « ville de Montélimar » d'une part,

Et

L'association.....

représentée par M./Mme

Ci-après dénommée « le prestataire » d'autre part,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Considérant que le BAFA constitue aujourd'hui un atout incontestable pour trouver un emploi,

Considérant que le BAFA peut être déterminant pour l'entrée dans certaines formations du secteur social, culturel et sportif,

Considérant que l'obtention du BAFA nécessite des moyens financiers qui ne sont pas à la portée des jeunes,

Considérant qu'il convient en conséquence, par la présente convention « Bourse au BAFA », d'attribuer une bourse à des jeunes domiciliés à Montélimar, âgés de 17 à 25 ans, conformément à la délibération du Conseil Municipal du 08 décembre 2020.

Ceci exposé, il est ensuite convenu ce qui suit :

Article 1 : adhésion à l'opération

Par la présente convention, l'association.....
représentée par M./Mmedéclare
adhérer à l'opération « bourse au BAFA » mise en place par la ville de Montélimar.

Article 2: les engagements de l'association

L'association s'engage à assurer la formation générale de 8 jours « découverte des fondamentaux de l'animation et les rôles et fonctions de l'animateur », en internat.

L'association s'engage à accepter les conditions d'attribution de la bourse au BAFA définies par la délibération du Conseil municipal n°.....du 08 décembre 2020.

Le prestataire s'engage enfin à rembourser la somme de 200 € à la Ville si la prestation n'est pas réalisée.

Article 3 : les engagements de la Ville

La Ville s'engage à verser directement au prestataire la bourse accordée au bénéficiaire en deux temps :

- 200 € à l'inscription au stage,
- 300 € une fois le stage réalisé,

La Ville accompagnera le prestataire, afin de pouvoir contrôler l'assiduité du bénéficiaire, de l'aider au mieux dans son parcours d'obtention du stage de formation générale.

Article 4 : dispositions spécifiques

En cas de non-participation au stage, il est convenu que la bourse sera annulée de plein droit.

Le bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part du prestataire ou de la ville.

Article 5 : dispositions d'ordre général

Les signataires s'engagent à veiller au respect de la présente convention.

Fait en exemplaires à Le.....,

Le prestataire

Le Maire
Julien CORNILLET